

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

ZI du Bois H+trel
27340 Criquebeuf-Sur-Seine

Références : UDRD-2024-12-T-905
Code AIOT : 0005801394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection, relative au contrôle des conditions d'admission des déchets inertes non-dangereux au sein des carrières et des ISDI (installations de stockage de déchets inertes).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE
- Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005801394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Une partie du site fait l'objet de remblaiement avec des matériaux, dont certains proviennent d'Ile de France.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 4 | Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Remblayage par des déchets inertes | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Admission des déchets inertes | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 | Sans objet |
| 2 | Admission des déchets inertes | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I | Sans objet |
| 3 | Admission des déchets inertes | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Sans objet |
| 6 | Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Sans objet |
| 7 | acceptation de déchets inertes | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Sans objet |
| 8 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'analyses de l'échantillon prélevé font apparaître un dépassement des paramètre PCB, fraction soluble et sulfates par rapport aux valeurs réglementaires de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Aussi, compte tenu de la réactivité de l'exploitant pour remédier à la situation, **il lui est demandé de :**

- de procéder à l'évacuation du lot incriminé vers une filière adaptée et autorisée (sous 1 mois);
- exiger de la plateforme de regroupement concernée de sensibiliser davantage les producteurs initiaux sur la qualité des déblais, de revoir sa méthode d'échantillonnage et d'analyse pour fiabiliser et sécuriser le processus d'acceptation préalable (sous 1 mois);
- revoir sa procédure d'admission en systématisant une contre-analyse des matériaux issus de plateformes de transit et de regroupement et acheminés par barge (métaux sur brut + pack ISDI) et prévoir une organisation pour le stockage à titre provisoire des matériaux concernés dans l'attente des résultats de la contre-analyse (sous 1 mois);
- lever le doute concernant les 6 lots issus de la plateforme SPL et admis en remblai sur la carrière en 2024 en réalisant des analyses pour comparaison aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (sous 3 mois- prélèvement en présence de l'inspection des ICPE).

L'exploitant justifiera de la mise en œuvre de ces actions correctives dans les mêmes délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable - annexes |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En préambule, l'exploitant indique que les volumes de déblais issus de chantiers franciliens de clients du génie civil se sont taris sur 2024.</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un registre de suivi des déblais entrants sur le site ainsi qu'un document d'acceptation préalable (DAP) qui renseigne sur le producteur du déchet, le transporteur, la localisation du chantier, la nature du déchet et le code associé, la quantité en tonne, une indication du mode de traitement final, des informations sur le chantier relatives à son potentiel de dangerosité, un engagement signé du producteur et la durée de validité dudit document.</p> <p>L'exploitant dispose en plus du DAP, d'un bulletin d'analyse fourni par le producteur. Les résultats sont par la suite renseignés dans un tableur développé par l'exploitant permettant de statuer ou</p> |

| |
|---|
| non sur le caractère inerte et non-dangereux du matériau entrant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Admission des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, justification de la non-dangereux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; |
| <p>Constats :</p> <p>Le contrôle par sondage du registre des matériaux entrants ne fait apparaître aucune ligne mentionnant un code déchets dangereux.</p> <p>Il ne comporte en effet que le code déchet 17 05 04 "<i>terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03</i>".</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Admission des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, justification du caractère inerte |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué, le DAP prévoit un champ relatif à l'identification du déchet présenté sous la forme d'un questionnaire à l'adresse du producteur qu'il doit renseigner : nécessité d'un tri ? chantier est-il référencé sous basias/basol/SIS ? analyses fournies ? précision sur la nature du</p> |

chantier (déconstruction, démolition ou excavation) ? site contaminé ou potentiellement contaminé ? site ayant accueilli des activités industrielles ? présence d'amiante ? etc. Le producteur doit également préciser si les matériaux sont issus de formations géologiques connues pour leur surconcentration naturelle en sels solubles, métaux ou sulfures, ou s'ils proviennent d'un chantier d'ouvrage souterrain (tunnelier, gare) ou issus de chantier de grande infrastructure d'Ile de France.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, résultats des analyses du prélèvement inopiné

Prescription contrôlée :

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II

Constats :

Lors de la visite, l'inspection était accompagnée d'un technicien d'un laboratoire pour effectuer un prélèvement en vue d'une analyse pour vérifier le caractère inerte et non dangereux des matériaux admis.

Le choix du lot a été effectué par sondage à partir du registre des matériaux récemment entrés sur la carrière en cours de remblaiement et donc encore accessibles à la date de la visite.

En l'occurrence, il s'agit d'un lot de terre et cailloux présentant le code déchet 17 05 04 en provenance du producteur SPL Aubervilliers acheminé par barge depuis l'Ile de France. Ce lot de 726 t (selon le bon de pigeage) est entré sur l'installation le 5/11/2024 et a fait l'objet d'un DAP accepté le 24/10/2024 valide jusqu'au 30/11/2024 (réf. n°0042-CBN-YSS-14552-2024-2674-AD). Selon ce DAP et les déclarations de l'exploitant, ces matériaux sont issus de chantiers d'excavation franciliens (génie civil et travaux publics) rassemblés sur la plateforme de regroupement SPL à Aubervilliers, filiale d'Eurovia (comme l'est CBN). Selon l'exploitant, ils ne proviennent pas de chantiers de grande infrastructure d'Ile de France ni de sites potentiellement contaminés. Ils ont fait l'objet d'une analyse préalable du producteur (rapport d'analyse Agrolab n°1472838 du 28/10/2024) attestant du respect des critères réglementaires ISDI et de non-dangérosité.

Les déblais ont donc été admis et mis en remblai sur le casier E6 de la carrière, hors d'eau.

Les matériaux étant encore accessibles le jour de la visite, le prélèvement a pu être convenablement effectué pour analyse.

Les résultats transmis le 26/11/2024 par le laboratoire mandaté par la DREAL révèlent (pour les essais de lixiviation et sur contenu brut) un dépassement en PCB du seuil ISDI (3,764 mg/kg MS sur brut pour une limite à 1mg/kg MS);

Concernant la fraction soluble et les sulfates, les valeurs mesurées sont de 23 000 mg/kg MS pour la fraction soluble sur éluat pour une limite à 4000 mg/kg MS et 14 000 mg/kg MS en sulfate sur éluat pour une limite à 6000mg/kg MS (compte-tenu du rapport L/S qui est de 10l/kg).

Les terres de remblais admises ne respectent pas le seuil en PCB, fraction soluble et sulfates prévus par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Par courriel du 3/12/24, l'exploitant précise que le lot incriminé est issu d'une plateforme de regroupement et qu'il est constitué de matériaux issus de divers chantiers de voiries et de réseaux

de petites tailles (moins d'une dizaine). Il justifie la différence de résultats entre ceux émis par le producteur et ceux du présent contrôle inopiné comme pouvant résulter d'un échantillonnage peu représentatif de la qualité des multiples déblais constitutifs du lot. Aussi, CBN s'engage à:

1/ procéder à l'évacuation du lot incriminé vers une filière dûment autorisée à Gaillon (icpe autorisée notamment pour le traitement des déchets non dangereux et non inertes) après une nouvelle analyse d'un échantillon plus représentatif du lot qui a confirmé les teneurs en PCB selon CBN;

2/ demander au producteur SPL Aubervilliers de revoir sa procédure d'échantillonnage (selon les préconisations du projet de "Guide de réemploi de matériaux alternatifs en infrastructures linéaires de transport ") ainsi que la révision de sa procédure d'acceptation préalable de terres excavées de chantiers de voiries et réseaux en sensibilisant davantage les producteurs initiaux sur la qualité des déchets, laquelle procédure prévoira une analyse tous les 500t et non tous les 1000t comme c'est le cas aujourd'hui;

3/ pour éviter de nouveau cette situation, en complément de l'analyse fournie par le client, CBN s'engage à effectuer une contre analyse systématique complète (métaux sur brut + pack ISDI) sur l'ensemble des matériaux en provenance des plateformes de transit de terres excavées arrivant par barge. A cet effet, les matériaux seront stockés à titre provisoire sur le carreau de la carrière dans l'attente des résultats de cette contre-analyse.

Interrogé sur la présence de remblais en provenance du même producteur sur 2024, l'exploitant indique par courriel du 9/12/2024 avoir réceptionné entre le 3/06 et le 14/10/2024, 6 lots (registre des entrées à l'appui) pour un tonnage total de 2867t. Les résultats d'analyses préalables à l'admission de ces déblais indiquent le respect de l'ensemble des paramètres de l'arrêté ministériel du 14/12/2014.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1:

Compte tenu de la réactivité de l'exploitant à la réception des résultats et des engagements qu'il entend mettre en œuvre, il n'est pas proposé de suite à l'encontre de l'exploitant. Cependant, il lui est demandé de justifier de la bonne exécution des engagements pris et transmettra à l'inspection sous un délai de 1 mois les documents attestant de la bonne évacuation du lot incriminé vers la filière identifiée, la révision des procédures d'acceptation en sensibilisant davantage les producteurs "amont" de la plateforme SPL (en particulier des producteurs initiaux des déchets constitutifs de la barge incriminée), la révision du protocole d'échantillonnage de la plateforme de regroupement SPL et la mise à jour de sa propre procédure d'acceptation et de gestion des déchets dans l'attente des résultats d'une contre-analyse.

Demande n°2:

Afin de lever le doute concernant les 6 lots issus du producteur SPL à Aubervilliers et admis en remblai sur la carrière en 2024, l'exploitant réalisera des prélèvements au droit des 6 lots, en présence de l'inspection, pour l'analyse des déblais et comparaison aux seuils "inertes" de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (pack ISDI) et ce, sous un un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Remblayage par des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de carrière |
| Prescription contrôlée : Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6. |
| Constats : L'exploitant indique que les déblais admis font l'objet d'un contrôle visuel à la pesée du camion. Lorsque les déchets sont acheminés par barge, ils sont directement déchargés sur le casier de remblaiement sans passer par le pont bascule, la pesée s'effectuant par le pigiste de la barge. Le contrôle visuel s'effectue donc lors du déchargement in situ. Lors de la visite, au droit de l'échantillon prélevé, il n'a pas été aperçu d'éléments étrangers à de la terre et des cailloux. Il n'a pas été vu de végétaux, plastiques, ferrailles, fibrociment amianté, ou d'enrobé dans le lot de déblais. Cependant, les résultats d'analyses confirmant la présence de PCB en quantité supérieure à celle autorisée, le lot objet de l'inspection ne peut pas être qualifié d'inerte. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf. demande n°1 |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 |
| Thème(s) : Autre, contenu de la procédure |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...] <ul style="list-style-type: none"> - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, |

| |
|--|
| l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II. |
| Constats : Comme indiqué précédemment, l'exploitant s'attache à recueillir les éléments d'information de la part du producteur afin de déterminer l'origine des matériaux admis en s'assurant qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, industriels, ou autres sites sensibles. Il vérifie les données transmises en effectuant un contrôle sur le site Infoterre (BRGM-Geobapa). Par suite, sur la base d'une analyse préalable du producteur, il statue sur le caractère inerte du déchet avant délivrance du certificat d'acceptation préalable. Il a élaboré un tableur en interne lui permettant également de statuer sur la non-dangérosité des matériaux en référence au guide Ineris de 2016 et au règlement européen POP 2019/1021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : acceptation de déchets inertes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 |
| Thème(s) : Autre, procédure d'acceptation préalable - mise en oeuvre |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. |
| Constats : L'exploitant a bien mis en place une procédure d'acceptation préalable comme décrite précédemment. Elle repose sur la recherche d'informations et d'indices permettant de connaître l'origine du déchet, sur l'analyse préalable du déchet par le producteur pour comparaison aux critères ISDI et aux seuils de dangerosité qu'il a préalablement définis. Toutefois, compte tenu des écueils mis en évidence au point de contrôle n°4, l'exploitant doit renforcer sa procédure d'acceptation préalable. Ainsi, en complément de l'analyse fournie par le client, CBN effectuera systématiquement une contre analyse (métaux sur brut + pack ISDI) sur l'ensemble des matériaux en provenance des plateformes de transit de terres excavées arrivant par barge. A cet effet, les matériaux seront stockés à titre provisoire sur le carreau de la carrière dans l'attente des résultats de cette contre-analyse. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf. demande n°1 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments " (RNDTS), dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>CBN renseigne bien le registre numérique RNDTS. Après consultation de la base de données, sur la période allant du 5/12/2023 au 5/12/2024, le site de la carrière a réalisé 5 015 déclarations représentant l'admission en remblai de 146 477 tonnes de matériaux sur la période annuelle.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |